

**Art. 5.** Als sommige van de in de artikelen 2, 3 en 4 vermelde steden of gemeenten de toelage niet wensen te verkrijgen, wordt ze op basis van het beschikbare kredietsaldo degressief verleend aan de gemeenten met het hoogste werkloosheidscijfer, te weten de gemeenten die naar verhouding van de totale bevolking meer dan 7 % volledige uitkeringsgerechtigde werklozen tellen, met name : Anderlues, Dison, Courcelles, Oupeye, Aiseau-Presles, Flémalle, Péruwelz, Erquennes, Couvin, Estinnes, Merbes-le-Château, Fleurus, Belœil, Moeskroen, Jemeppe-sur-Sambre en Marchin.

In geval van toepassing van de vorige paragraaf wordt de toelage beperkt tot een bedrag van 2,2 miljoen BEF per gemeente. Elke gemeente moet dan minstens 2,5 plaatselijke arbeidsplaatsen van maatschappelijk nut scheppen.

**Art. 6.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken neemt de aanvullende maatregelen betreffende de toekenningvoorwaarden en de controle op de aanwending van de in de artikelen 2 tot 5 van dit besluit bedoelde toelagen.

Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

F. 96 - 210

[C - 27035]

**21 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à des délégations de pouvoirs spécifiques provisoires  
à la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par les lois des 21 mars 1991 et 16 juillet 1993;

Vu la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance, notamment les articles 11, 12 et 13;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2, § 3;

Vu le décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les décrets des 27 mars 1985, 20 juillet 1988, 22 décembre 1989, 26 juin 1992 et 27 décembre 1993;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983, 19 août 1985 et 19 mars 1990;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1981;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 24 décembre 1990 et 13 juillet 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 mars 1995 et 6 avril 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions;

Vu le procès-verbal de la réunion du Comité supérieur de concertation de la Région wallonne du 23 novembre 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 9 mai 1995 et 20 septembre 1995 ont transféré des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Culture et des Affaires sociales et Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation - au Gouvernement wallon en exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1994 déterminant les modalités de transfert du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française;

Considérant qu'il est impératif d'adopter sans retard les délégations de pouvoirs que requiert le bon fonctionnement du département du Ministère de la Région wallonne appelé à exercer les nouvelles compétences transférées de la Communauté française à la Région wallonne dans les domaines de la politique de la santé et de l'aide aux personnes;

Considérant que les délégations de pouvoirs spécifiques insérées dans le présent arrêté revêtent un caractère provisoire et seront intégrées ultérieurement dans l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne,

Arrête :

**CHAPITRE 1er. - Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les délégations de pouvoirs prévues par le présent arrêté sont octroyées à titre provisoire à M. Daniel NORRENBERG, directeur général, ci-après dénommé le fonctionnaire délégué.

**Art. 2.** Le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne peut, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées par le présent arrêté. Il ne peut toutefois substituer sa décision à celle qui aurait été prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

**Art. 3.** Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

**Art. 4.** Par dépense relative aux relations publiques au sens du présent arrêté, il faut entendre toute publication écrite ou audio-visuelle et toute action d'information et de sensibilisation du public ainsi que les frais accessoires y afférents.

#### CHAPITRE II. - Délégations en matière de dépenses

**Art. 5.** Délégation est accordée au fonctionnaire délégué pour engager, approuver et ordonnancer jusqu'à 1 250 000 francs, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de son autorité, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du Titre 1er de la section 17 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses relatives aux relations publiques, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études.

Délégation est accordée au fonctionnaire délégué pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

Délégation est en outre accordée au fonctionnaire délégué pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200 000 francs relatives à la documentation générale et aux relations publiques.

Les dépenses visées à l'alinéa 3 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 2 de l'arrêté.

**Art. 6.** Délégation est accordée au fonctionnaire délégué pour engager, approuver et ordonnancer jusqu'à 1 250 000 francs toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 de la section 17 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de son autorité, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative.

**Art. 7.** Délégation est accordée au fonctionnaire délégué pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 34.01 du Titre 1er du programme 01 de la section 17 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la prise en charge des frais d'entretien et de traitement d'indigents, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1 250 000 francs.

**Art. 8.** Le fonctionnaire délégué ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la section 17 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de missions à l'étranger et de biens et services non spécifiques.

**Art. 9.** Lorsque les délégations octroyées par le présent arrêté concernent un marché public pour lequel la Région wallonne est le maître de l'ouvrage ou l'acheteur, le fonctionnaire délégué a délégation, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade pour :

1° arrêter et approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion du marché;

2° prendre les décisions prévues par les articles 3, § 2, 6, 7 et 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, c'est-à-dire :

- décider des dérogations au cahier général des charges;
- décider de traiter à prix provisoires ou à remboursement;
- imposer le contrôle des prix;
- prévoir l'octroi d'avances;

3° accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché, sans préjudice des compétences attribuées au fonctionnaire désigné dans le cahier spécial des charges en application des dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

**Art. 10.** Dans le cadre de l'approbation de travaux supplémentaires ou modificatifs pour lesquels la Région wallonne est le pouvoir subsidiant, le montant d'un décompte ou le total des montants des décomptes successifs peuvent être approuvés par le fonctionnaire délégué, jusqu'à concurrence de 15 % du montant initial de la soumission sans pouvoir excéder 1 250 000 francs.

**Art. 11.** Les bons de commande et les projets de contrat portant sur l'acquisition, la location, l'entretien ou la réparation de biens ou services non spécifiques sont transmis au secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, lequel les communique, selon le cas, à la Direction de la gestion immobilière ou à la Direction de la gestion mobilière du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

**Art. 12.** Le fonctionnaire délégué est autorisé dans les matières relevant de sa compétence à procéder aux engagements provisionnels conformément aux dispositions de l'article 1er, 2°, a) de l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement du contrôle de l'engagement des dépenses dans les services d'administration générale de l'État.

**Art. 13.** Délégation est accordée au fonctionnaire délégué, dans les matières qui le concerne, pour autoriser le versement d'avances de fonds aux comptables extraordinaires désignés par le Gouvernement ou par le Ministre que le Gouvernement délègue, à l'exception des comptables extraordinaires des cabinets ministériels.

Le fonctionnaire délégué fait rapport au Ministre habilité des avances de fonds qu'il a été amené à octroyer, accompagné, s'il échet, d'un avis de l'Inspection des Finances.

**Art. 14.** Le fonctionnaire délégué est tenu de communiquer mensuellement au secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, par la voie hiérarchique :

- 1° une liste des engagements et ordonnancements qu'il a réalisés en application des dispositions du présent arrêté;
- 2° un inventaire des nouvelles acquisitions patrimoniales, avec l'indication du numéro d'inventaire attribué au matériel et de sa localisation.

Les documents visés à l'alinéa 1er sont transmis au secrétaire général dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période mensuelle concernée. Le secrétaire général communique lesdits documents aux Ministres fonctionnellement compétents.

Art. 15. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées par le fonctionnaire délégué atteint 75 % des crédits prévus pour l'article budgétaire concerné. La suspension peut être levée moyennant l'autorisation préalable de l'ordonnateur primaire.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

#### CHAPITRE III. - Délégations particulières

Art. 16. Délégation est accordée au fonctionnaire délégué pour :

1° prendre toutes dispositions nécessaires en vue de procéder à une action en recouvrement des interventions du Fonds spécial d'assistance, dans les limites des articles 11, 12 et 13 de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance;

2° requérir l'inscription de l'hypothèque prévue à l'article 12 de la loi du 27 juin 1956 précitée;

3° requérir l'inscription et la main-levée des hypothèques légales ou conventionnelles consenties pour garantir le remboursement des interventions du Fonds spécial d'assistance.

Art. 17. Délégation est accordée au fonctionnaire délégué pour accorder ou refuser les demandes de dérogation prévues à l'article 7 et à l'article 8, 2°, 3° et 4° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services.

Art. 18. Dans le cadre du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, délégation est accordée au fonctionnaire délégué pour prendre :

1° la décision de prolongation d'une autorisation de fonctionnement provisoire;

2° la décision d'octroi d'une dérogation aux normes de sécurité, en vertu de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 avril 1989 fixant les normes de sécurité auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées.

Le fonctionnaire délégué fait rapport au Ministre chaque trimestre des décisions prises en vertu du présent article.

Art. 19. Dans le cadre des procédures d'agrément des établissements de soins soumis à la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987, et à la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins, délégation est octroyée au fonctionnaire délégué pour accomplir tous les actes administratifs d'instruction préalable, notamment faire procéder aux enquêtes requises par la réglementation, demander aux institutions tous documents ou renseignements complémentaires, envoyer au demandeur les résultats de l'enquête et transmettre au Conseil communautaire ou au Conseil wallon des Etablissements de soins les documents requis.

#### CHAPITRE IV. - Dispositions finales

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Les Ministres, membres du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 98 - 210

[C - 27035]

21. DEZEMBER 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Erteilung von spezifischen, provisorischen Vollmachten innerhalb der Generaldirektion der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens im Ministerium der Wallonischen Region

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 69;  
Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, in seiner durch die Gesetze vom 21. März 1991 und 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1956 über den Sonderbeihilfefonds, insbesondere der Artikel 11 12 und 13;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1976 über öffentliche Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, insbesondere des Artikels 2 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 10. Mai 1984 über Erholungsheime für Betagte, abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 1985, vom 20. Juli 1988, vom 22. Dezember 1989, vom 26. Juli 1992 und vom 27. Dezember 1993;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993, durch den die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über öffentliche Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. Mai 1979, 4. Februar 1980, 20. August 1981, 30. März 1983, 19. August 1985 und 19. März 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 bezüglich der Übertragung von Befugnissen für die Vergabe und Ausführung von öffentlichen Aufträgen von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 20. August 1981;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. Dezember 1988 über die Genehmigung der Dienststellen für Familien- und Betagtenhilfe und die Gewährung von Zuschüssen an diese Dienststellen, abgeändert durch die Erlasse der Französischen Gemeinschaft vom 24. Dezember 1990 und 13. Juli 1992 und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. März 1995 und 6. April 1995;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört;

Aufgrund des Protokolls über die Versammlung des hohen Konzertierungsausschusses der Wallonischen Region am 23. November 1995;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß durch Erlasse der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 9. Mai 1995 und 20. September 1995 Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft - Ministerium der Kultur und der sozialen Angelegenheiten und Ministerium der Erziehung, der Forschung und der Ausbildung - in Dienststellen der Wallonischen Regierung versetzt worden sind, in Ausführung des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 4. November 1994 zur Festlegung der Modalitäten für die Versetzung von Personal der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft in Dienststellen der Wallonischen Regierung und des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission;

In der Erwägung, daß die erforderlichen Vollmachten für eine reibungslose Arbeit der Abteilung des Ministeriums der Wallonischen Region, die die neuen, von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region übertragenen Zuständigkeiten ausüben wird, unverzüglich erteilt werden müssen;

In der Erwägung, daß die spezifischen, in dem vorliegenden Erlaß erwähnten Vollmachtserteilungen einen provisorischen Charakter aufweisen, und später in den Erlaß der Wallonischen Regierung über die spezifischen Vollmachten des Ministeriums der Wallonischen Region aufgenommen werden sollen,

Beschließt die Wallonische Regierung:

#### KAPITEL I. - Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1.** Die im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Vollmachtserteilungen werden provisorisch Herrn Daniel NORRENBERG, Generaldirektor, nachstehend "der bevollmächtigte Beamte" genannt, erteilt.

**Art. 2.** Der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region ist berechtigt, aus irgendwelchem Grund die durch den vorliegenden Erlaß erteilten Vollmachten auszuüben. Er darf jedoch nicht seine eigene Entscheidung gelten lassen anstelle derjenigen, die der bevollmächtigte Beamte getroffen und notifiziert hätte.

**Art. 3.** Die im vorliegenden Erlaß festgelegten Beträge decken die gesamte Ausgabe und verstehen sich exklusive Mehrwertsteuer.

Wenn es sich um ein Abonnement handelt, ob für ein Magazin, eine Zeitschrift oder eine Datenbank, oder um eine Miete, deckt die Ausgabe die jährlichen Kosten des Abonnements oder der Miete exklusive Mehrwertsteuer.

**Art. 4.** Unter Ausgabe im Bereich der Öffentlichkeitsarbeit im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man jegliche schriftliche oder audio-visuelle Veröffentlichung und jegliche Aktion der Information und der Sensibilisierung der Öffentlichkeit sowie die zugehörigen Nebenkosten.

#### KAPITEL II. - Vollmachten im Bereich der Ausgaben

**Art. 5.** Dem bevollmächtigten Beamten wird die Vollmacht erteilt, Ausgabeverpflichtungen, -genehmigungen und -anweisungen zu tätigen bis zur Höhe von 1 250 000 Francs im Rahmen der Tätigkeiten der ihm unterliegenden Abteilungen oder Direktionen, und zwar für jegliche Ausgabe, die auf die Basiszuwendungen der Klasse 12 von Titel I des Abschnitts 17 des Verwaltungshaushaltsplanes des Ministeriums der Wallonischen Region anrechenbar ist, mit Ausnahme der Ausgaben im Bereich der Öffentlichkeitsarbeit, der allgemeinen Dokumentation, der Aufträge im Ausland, der nicht spezifischen Güter und Dienstleistungen und der Studien.

Dem bevollmächtigten Beamten wird die Vollmacht erteilt, Ausgabeverpflichtungen, -genehmigungen und -anweisungen zu tätigen bis zur Höhe von 100 000 Francs für Aufträge im Ausland, für die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und für mit Versammlungen verbundene Kosten.

Dem bevollmächtigten Beamten wird ebenfalls die Vollmacht erteilt, Ausgabeverpflichtungen, -genehmigungen und -anweisungen zu tätigen bis zur Höhe von 200 000 Francs für Ausgaben im Bereich der allgemeinen Dokumentation und der Öffentlichkeitsarbeit.

Die im Absatz 3 gemeinten Ausgaben werden dem Generalsekretär zur Kenntnis gebracht. Notfalls wird Artikel 2 des Erlasses angewendet.

**Art. 6.** Dem bevollmächtigten Beamten wird die Vollmacht erteilt, Ausgabeverpflichtungen, -genehmigungen und -anweisungen zu tätigen bis zur Höhe von 1 250 000 Francs für jegliche Ausgabe, die auf die Basiszuwendungen der Klasse 74 von Abschnitt 17 des Verwaltungshaushaltsplanes des Ministeriums der Wallonischen Region anrechenbar ist, im Zusammenhang mit dem Ankauf von langfristigen beweglichen Gütern, die für die Tätigkeiten der ihm unterliegenden Abteilungen und Direktionen spezifisch sind, mit Ausnahme der Anschaffungen im Bereich der verwaltungsbezogenen Informatik.

**Art. 7.** Dem bevollmächtigten Beamten wird die Vollmacht erteilt, Ausgabeverpflichtungen, -genehmigungen und -anweisungen zu tätigen für jegliche Ausgabe, die auf die Basiszuwendung 34.01 des Titels I des Programms 01 von Abschnitt 17 des Verwaltungshaushaltsplanes des Ministeriums der Wallonischen Region anrechenbar ist, im Zusammenhang mit der Übernahme von Kosten für den Unterhalt und die Pflege von Hilfsbedürftigen, unter der Voraussetzung, daß der Betrag der Ausgabe 1 250 000 Francs nicht überschreitet.

**Art. 8.** Der bevollmächtigte Beamte oder die von ihm zu diesem Zweck bezeichneten Beamten der Stufe 1 sind dazu ermächtigt, die Ausgaben zu Lasten der in den Basiszuwendungen des Abschnitts 17 des Verwaltungshaushaltsplanes des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel, zu dem sich der erste Anweisungsbefugte verpflichtet hat, zu genehmigen und anzuweisen, mit Ausnahme der Ausgaben in Sachen Personal, Aufträge im Ausland und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

**Art. 9.** Wenn die durch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag betreffen, bei dem die Wallonische Region Bauherr oder Käufer ist, ist der bevollmächtigte Beamte bis zur Höhe der neben seinem Dienstgrad angeführten Beträge zu folgendem ermächtigt:

1° das Sonderlastenheft oder die als solches geltenden Unterlagen zu bestimmen und zu genehmigen, die Art der Auftragsvergabe festzulegen, den Verfahrensanfang und die Auftragschließung zu bestimmen;

2° die durch Artikeln 3 § 2 6 7 und 10 des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über öffentliche Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen vorgesehenen Entscheidungen zu treffen, nämlich:

- Entscheidungen über Abweichungen vom allgemeinen Lastenheft;
- Entscheidungen über den Abschluß von Aufträgen zu provisorischen Preisen oder mit einer Rückzahlungsklausel;
- Entscheidungen über das Auferlegen von einer Preiskontrolle;
- Entscheidungen über die Gewährung von Vorschüssen;

3° die mit der Durchführung des Auftrags zusammenhängenden Tätigkeiten auszuführen, unbeschadet der Zuständigkeiten, die dem im Sonderlastenheft in Anwendung der gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen im Bereich der öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen bezeichneten Beamten zugeteilt werden.

**Art. 10.** Im Rahmen der Genehmigung von zusätzlichen oder abändernden Leistungen, für die die Wallonische Region Zuschüsse zahlt, können der Betrag einer Abrechnung oder der Gesamtbetrag der aufeinanderfolgenden Abrechnungen von dem bevollmächtigten Beamten genehmigt werden, und zwar bis zur Höhe von 15 % des ursprünglichen Betrags des Submissionsangebots, ohne jedoch 1 250 000 Francs überschreiten zu dürfen.

**Art. 11.** Die Bestellscheine und die Vertragsentwürfe in bezug auf den Erwerb, die Miete, den Unterhalt oder die Instandsetzung von nicht spezifischen Gütern bzw. Dienstleistungen werden dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region übermittelt, der sie je nach Fall an die Direktion der Verwaltung des unbeweglichen Vermögens oder die Direktion der Verwaltung des beweglichen Vermögens des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen weiterleitet.

**Art. 12.** Der bevollmächtigte Beamte darf, in den Angelegenheiten, die zu seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich gehören, gemäß den Bestimmungen von Artikel 1 2° a) des Königlichen Erlasses vom 31. Mai 1966 zur Regelung der Kontrolle der Eingehung der Zahlungsverpflichtungen in den Dienststellen allgemeiner Verwaltung des Staates vorläufige Verpflichtungen eingehen.

**Art. 13.** Dem bevollmächtigten Beamten wird für die Angelegenheiten, die ihn betreffen, die Vollmacht erteilt, die Zahlung von Geldvorschüssen an die von der Regierung bzw. von dem von der Regierung beauftragten Minister bezeichneten außerordentlichen Rechenschaftspflichtigen, mit Ausnahme der außerordentlichen Rechenschaftspflichtigen der Ministerialkabinette, zu genehmigen.

Der bevollmächtigte Beamte erstattet dem zuständigen Minister Bericht über die Geldvorschüsse, die er gewähren mußte, und fügt gegebenenfalls ein Gutachten der Finanzinspektion bei.

**Art. 14.** Der bevollmächtigte Beamte ist verpflichtet, dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region jeden Monat folgendes auf dem Dienstweg zukommen zu lassen:

1° eine Liste der Ausgabeverpflichtungen und -anweisungen, die er in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses vorgenommen hat;

2° eine Bestandsaufnahme der neuen vermögensrechtlichen Anschaffungen unter Angabe der Inventarnummer, die dem Material zugeteilt worden ist, und seines Standortes.

Die in Absatz 1 erwähnten Dokumente werden dem Generalsekretär binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf des betreffenden monatlichen Zeitraums übermittelt. Der Generalsekretär leitet diese Dokumente an die Minister weiter, die von der Funktion her zuständig sind.

**Art. 15.** Die vorangehenden Bestimmungen führen nicht dazu, daß der erste Anweisungsbefugte nicht mehr dafür zuständig ist, alle im vorliegenden Erlaß erwähnten Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Unbeschadet des Absatzes 1 werden die Vollmachten für Ausgabeverpflichtungen aufgehoben, sobald der von dem bevollmächtigten Beamten angewiesene Gesamtbetrag 75 % der für den betreffenden Haushaltsartikel vorgesehenen Mittel erreicht. Diese Aufhebung kann beendet werden mit der vorherigen Erlaubnis des ersten Anweisungsbefugten.

Der Absatz 2 gilt jedoch nicht für feste Ausgaben.

### KAPITEL III. - Sondervollmachten

**Art. 16.** Dem bevollmächtigten Beamten werden folgende Vollmachten erteilt:

1° alle erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um die vom Sonderbeihilfefonds zu zahlenden Beihilfen beizutreiben, unter Einhaltung der in den Artikeln 11 12 und 13 des Gesetzes vom 27. Juni 1956 über den Sonderbeihilfefonds gegebenen Beschränkungen;

2° die in Artikel 12 des vorgenannten Gesetzes vom 27. Juni 1956 hypothekarische Eintragung anzufordern;

3° die Eintragung und die Aufhebung der als Bürgschaft für die Rückzahlung der Beihilfen des Sonderbeihilfefonds getätigten gesetzlichen oder Vertragshypotheken anzufordern.

**Art. 17.** Dem bevollmächtigten Beamten wird die Vollmacht erteilt, die Anträge auf Abweichung, die in Artikeln 7 und 8 2° 3° und 4° des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. Dezember 1988 über die Genehmigung der Dienststellen für Familien- und Betagtenhilfe und die Gewährung von Zuschüssen an diese Dienststellen erwähnt sind, zu genehmigen oder abzulehnen.

Art. 18. Im Rahmen des Dekrets vom 10. Mai 1984 über Erholungsheime für Betagte, werden dem bevollmächtigten Beamten folgende Vollmachten erteilt:

1° eine vorläufige Betriebsgenehmigung zu verlängern;

2° eine Abweichung auf die Sicherheitsnormen zu genehmigen, in Anwendung von Artikel 6 des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 24. April 1989 zur Festlegung der Sicherheitsnormen, die die Erholungsheime für Betagte einhalten müssen.

Jedes Quartal erstattet der bevollmächtigte Beamte dem Minister Bericht über die in Anwendung des vorliegenden Artikels getroffenen Entscheidungen.

Art. 19. Im Rahmen der Verfahren für die Zulassung der Pflegeeinrichtungen, die dem durch den Königlichen Erlaß vom 7. August 1987 koordinierten Gesetz über die Krankenhäuser und dem Gesetz vom 27. Juni 1978 zur Abänderung der auf die Krankenhäuser anwendbaren Gesetzgebung und zur Einführung von Bestimmungen über manche andere Pflegeformen unterliegen, wird dem bevollmächtigten Beamten die Vollmacht erteilt, alle verwaltungsmäßigen Tätigkeiten auf dem Gebiet der vorherigen Untersuchung der Angelegenheiten durchzuführen; es handelt sich insbesondere darum, die durch die Gesetzgebung erforderten Untersuchungen durchführen zu lassen, die Einrichtungen um weitere Dokumente oder ergänzende Informationen zu bitten, den Antragstellern die Untersuchungsergebnisse zu übermitteln und dem "Conseil communautaire" (Gemeinschaftsrat) oder dem "Conseil wallon des Etablissements de soins" (Wallonischer Rat der Pflegeeinrichtungen) die erforderlichen Unterlagen zuzusenden.

#### KAPITEL IV. - *Schlußbestimmungen*

Art. 20. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 21. Die Minister der Regierung werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Dezember 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,  
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,  
J.P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 - 210

[C - 27035]

**21 DECEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende voorlopige specifieke bevoegdheidsdelegaties  
aan de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1991 en 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds, inzonderheid op de artikelen 11, 12 en 13;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 1985, 20 juli 1988, 22 december 1989, 26 juni 1992 en 27 december 1993;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 4 februari 1980, 20 augustus 1981, 30 maart 1983, 19 augustus 1985 en 19 maart 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1981;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 december 1990 en 13 juli 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 maart 1995 en 6 april 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;  
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;  
 Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken;  
 Gelet op de notulen van de vergadering van het Hoge Overlegcomité van het Waalse Gewest van 23 november 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat krachtens de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1995 en 20 september 1995 personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming - naar de Waalse Regering zijn overgeplaatst, ter uitvoering van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1994 houdende bepaling van de nadere regels voor de overdracht van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap naar de Waalse Regering en naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat de bevoegdheidsdelegaties onverwijld goedgekeurd moeten worden voor de goede werking van het departement van het Ministerie van het Waalse Gewest, dat de van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest overgehevelde bevoegdheden inzake gezondheidsbeleid en personen hulp moet uitoefenen;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde specifieke bevoegdheidsdelegaties van tijdelijke aard zijn en dat ze later ingevoegd zullen worden in het besluit van de Waalse Regering betreffende de bevoegdheidsdelegaties eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen

**Artikel 1.** De in dit besluit bedoelde bevoegdheidsdelegaties worden voorlopig toegekend aan de heer Daniel NORRENBORG, directeur-generaal, hierna gemachtigde ambtenaar genoemd.

**Art. 2.** De secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest kan, om welke reden dan ook, de krachtens dit besluit toegekende delegaties uitoefenen. Hij kan zijn beslissing echter niet doen gelden in de plaats van de door de gemachtigde ambtenaar genomen en betekende beslissing.

**Art. 3.** De in dit besluit vermelde bedragen dekken de gehele uitgave, exclusief B.T.W.

In geval van intekening op een abonnement op een magazine, een tijdschrift of een databank of in geval van huur dekt de uitgave het jaarlijkse bedrag van het abonnement of van de huur, exclusief B.T.W.

**Art. 4.** Onder uitgaven inzake public relations in de zin van dit besluit dient te worden verstaan de uitgaven die verboden zijn aan iedere geschreven of audiovisuele publicatie en aan iedere actie m.b.t. de informatie en de bewustmaking van het publiek, alsmede de bijkomende kosten.

#### HOOFDSTUK II. - Delegaties inzake uitgaven

**Art. 5.** De gemachtigde ambtenaar is bevoegd voor de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnanciering van alle uitgaven tot 1.250.000 F die te boeken zijn op de basisallocaties van Klasse 12, Titel I, afdeling 17 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van de uitgaven verbonden aan public relations, algemene documentatie, opdrachten in het buitenland, niet specifieke goederen en diensten, alsook studies binnen het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die tot zijn bevoegdheid behoren.

De gemachtigde ambtenaar is bevoegd voor de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnanciering van uitgaven tot 100.000 F verbonden aan opdrachten in het buitenland, deelneming aan seminaries en colloquia, alsook aan vergaderingskosten.

De gemachtigde ambtenaar is bovendien bevoegd voor de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnanciering van uitgaven tot 200.000 F voor algemene documentatie en public relations.

De in alinea 3 bedoelde uitgaven worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebrek eraan wordt artikel 2 van het besluit toegepast.

**Art. 6.** De gemachtigde ambtenaar is bevoegd voor de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnanciering van alle uitgaven tot 1.250.000 F die te boeken zijn op de basisallocaties van Klasse 74, afdeling 17 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en bestemd voor de aankoop van duurzame roerende goederen voor de activiteiten van de afdelingen of directies die tot zijn bevoegdheid behoren, met uitzondering van de aankopen i.v.m. administratieve informatica.

**Art. 7.** De gemachtigde ambtenaar is bevoegd voor de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnanciering van elke uitgave die te boeken is op basisallocatie 34.01, Titel I, programma 01, afdeling 17 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en bestemd voor de overname van de onderhouds- en de behandelingskosten voor de kansarmen, voor zover de uitgaven niet meer dan 1.250.000 F bedragen.

**Art. 8.** De gemachtigde ambtenaar of de door hem aangestelde ambtenaren van niveau 1 zijn bevoegd voor de goedkeuring en de ordonnanciering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn uitgetrokken op de kredieten van de basisallocaties van afdeling 17 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van de uitgaven voor personeel, opdrachten in het buitenland en niet specifieke goederen en diensten.

**Art. 9.** Indien de bij dit besluit verleende delegaties betrekking hebben op een overheidsopdracht waarvoor het Waalse Gewest opdrachtgever of koper is, heeft de gemachtigde ambtenaar delegatie om ten belope van het naast zijn graad vermelde bedrag :

1° het bestek of de bescheiden die het vervangen vast te stellen en goed te keuren, een opdracht te gunnen, een procedure op te starten en een opdracht te sluiten;

2° de beslissingen te nemen waarvan sprake is in de artikelen 3, § 2, 6, 7 en 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, hetzij :

- afwijkingen van de algemene aannemingsvoorwaarden toestaan;
- handelen tegen voorlopige prijzen of tegen terugbetaling;



- een prijzencontrole opleggen;
- de toekenning van voorschotten voorzien;

3° handelingen te verrichten m.b.t. de uitvoering van de opdracht, onverminderd de bevoegdheden die aan de in het bestek bedoelde ambtenaar zijn toegekend overeenkomstig de wettelijke en verorderingsbepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

**Art. 10.** In het kader van de goedkeuring van bijkomende of wijzigingswerken waarvoor het Waalse Gewest de subsidiërende overheid is, kan het bedrag van een afrekening of het totaalbedrag van de opeenvolgende afrekeningen goedgekeurd worden door de gemachtigde ambtenaar, ten belope van 15 % van het oorspronkelijke bedrag van de inschrijving, zonder 1 250 000 F te mogen overschrijden.

**Art. 11.** De bestelbons en contractontwerpen voor de aankoop, de huur, het onderhoud of de herstelling van niet specifieke goederen of diensten worden overgemaakt aan de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest, die ze, naar gelang het geval, doorzendt naar de Directie Beheer Onroerende Goederen of naar de Directie Beheer Roerende Goederen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

**Art. 12.** De gemachtigde ambtenaar mag, voor de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren, overgaan tot provisionele vastleggingen overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, 2°, a) van het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de controle op de vastlegging van de uitgaven in de diensten van algemeen bestuur van de Staat.

**Art. 13.** De gemachtigde ambtenaar mag, voor de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren, toestemming verlenen tot het storten van geldvoorschotten aan de buitengewone boekhouders die door de Regering of de door de Regering gemachtigde Minister zijn aangesteld, met uitzondering van de buitengewone boekhouders van de ministeriële kabinetten.

De gemachtigde ambtenaar bezorgt de bevoegde Minister een verslag over de fondsen die hij heeft moeten voorschieten. Bij dat verslag wordt desnoods een advies van de Inspectie van Financiën gevoegd.

**Art. 14.** De gemachtigde ambtenaar is ertoe gehouden de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest maandelijks volgende bescheiden langs de hiërarchische weg te bezorgen :

- 1° een lijst van de vastleggingen en ordonnancements die hij overeenkomstig de bepalingen van dit besluit verricht heeft;
- 2° een lijst van de nieuwe patrimoniale aankopen, met vermelding van het inventarisnummer en de lokalisatie van het materieel.

De in alinea 1 bedoelde bescheiden worden binnen vijftien dagen na het einde van de betrokken maand aan de secretaris-generaal gezonden, die ze vervolgens naar de functioneel bevoegde Ministers doorstuurt.

**Art. 15.** De voorafgaande bepalingen hebben niet tot doel de bevoegdheid voor vastlegging, goedkeuring en ordonnanciering van alle bij dit besluit bedoelde uitgaven aan de eerste ordonnateur te onttrekken.

Onverminderd alinea 1 worden de bevoegdheidsdelegaties inzake vastleggingen opgeheven zodra het bedrag van de door de gemachtigde ambtenaar vastgelegde uitgaven 75 % bereikt van de op het betrokkene begrotingsartikel voorziene kredieten. De opschorting kan opgeheven worden mits voorafgaande toestemming van de eerste ordonnateur.

Alinea 2 is echter niet toepasselijk op vaste uitgaven.

### HOOFDSTUK III. - *Bijzondere delegaties*

**Art. 16.** De gemachtigde ambtenaar is bevoegd om :

- 1° alle nodige maatregelen te nemen om de tegemoetkomingen van het Speciaal Onderstandsfonds te innen, binnen de perken van de artikelen 11, 12 en 13 van de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds;
- 2° de inschrijving van hypotheek te eisen waarvan sprake in artikel 12 van bovenvermelde wet van 27 juni 1956;
- 3° de inschrijving en de opheffing van de verleende wettelijke of bedongen hypotheeken te eisen om de terugbetaling van de tegemoetkomingen van het Speciaal Onderstandsfonds te waarborgen.

**Art. 17.** De gemachtigde ambtenaar is bevoegd om de afwijkingen toe te staan of te weigeren waarvan sprake in artikel 8, 2°, 3° en 4°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten.

**Art. 18.** Overeenkomstig het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden is de gemachtigde ambtenaar bevoegd om :

- 1° te beslissen over de verlenging van een machtiging tot voorlopige werking;
- 2° te beslissen over het toestaan van een afwijking van de veiligheidsnormen krachtens artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 april 1989 tot vaststelling van de veiligheidsnormen waaraan de rusthuizen voor bejaarden moeten voldoen.

De gemachtigde ambtenaar bezorgt de Minister elke trimester een verslag over de krachtens dit artikel genomen beslissingen.

**Art. 19.** In het kader van de erkenningsprocedures van de verzorgingsinstellingen die onderworpen zijn aan de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987, en aan de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, wordt delegatie verleend aan de gemachtigde ambtenaar om alle administratieve daden van voorafgaand onderzoek te verrichten, met name de door de reglementering vereiste onderzoeken instellen, de instellingen om alle aanvullende bescheiden of inlichtingen vragen, de resultaten van het onderzoek aan de aanvrager sturen en de vereiste bescheiden aan de Gemeenschapsraad of aan de "Conseil wallon des Etablissements de soins" (Waalse Raad voor Verzorgingsinstellingen) zenden.

### HOOFDSTUK IV. - *Slotbepalingen*

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.



**Art. 21.** De Ministers, leden van de Regering, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 21 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE.

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 96 — 211

[C - 27034]

**21 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 définissant les règles relatives au recours prévu par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, notamment l'article 9;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 septembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 octobre 1995;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** A l'article 5, alinéa 1er et alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 mai 1993 définissant les règles relatives au recours prévu par le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, les termes "et les autres membres" sont remplacés par les termes "les membres et le secrétaire".

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Namur, le 21 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

D. 96 — 211

[C - 27034]

**21. DEZEMBER 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Bestimmung der Regeln betreffend den im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehenen Einspruch**

Aufgrund des Dekrets vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des am 15. September 1995, abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Oktober 1995, abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** In Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 zur Bestimmung der Regeln betreffend den im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehenen Einspruch werden die Wörter "und die anderen Mitglieder" durch die Wörter "die Mitglieder und der Sekretär" ersetzt.